



• BIO EN HAUTS-DE-FRANCE •
Groupement Régional de l'Agriculture Biologique

L'Abienvenue

La lettre d'information de l'agriculture biologique en Hauts-de-France

N° 85 • Mars 2022 • www.bio-hautsdefrance.org

**COMMENT PRODUIRE,
TRANSFORMER
ET SE NOURRIR EN 2050 ?**



© Terres et Territoires



• BIO EN HAUTS-DE-FRANCE •

Groupement Régional de l'Agriculture Biologique

Bio en Hauts-de-France est soutenue par le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, le Conseil régional Hauts-de-France, l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et les Conseils départementaux de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme.

Siège social, site Phalempin

26, rue du Général de Gaulle
59133 Phalempin • T 03 20 32 25 35

Site Amiens

14, rue du 8 mai 1945
80090 Amiens • T 03 22 22 58 30

Organisme de conseil indépendant

N° Agrément Pl01462

www.bio-hautsdefrance.org

Youtube | Facebook | Twitter

LABienvenue [N°85]

La lettre des actualités de l'agriculture biologique en Hauts-de-France

Directeur de la rédaction : Christophe Caroux

Comité de rédaction : Margaux Amblard,
Simon Hallez, Jean-Baptiste Pertriaux,
Tessa Durand

Maquettage : Caroline Anselte

Crédits Photos : Bio en Hauts-de-France,
Adobe stock

Imprimeur : l'âRG (80) sur papier recyclé
et encres végétales.

Numéro ISSN : 2431-1049.

Imprimé en 1300 exemplaires.

ÉDITO PAR CHRISTOPHE CAROUX, PRÉSIDENT

Interpellation des pouvoirs publics et des interprofessions en réaction à la stagnation des ventes, mobilisation auprès des maraîchers victimes de la tempête Eunice, actions en cours pour anticiper les déclassements de lait de printemps, enquêtes pour connaître les emblavements en légumes de plein champ... Nous essayons d'être aux rendez-vous des difficultés que chacun d'entre nous traverse.

Dans cette actualité, je voulais vous partager ma satisfaction des échanges que nous avons eus lors du dernier comité de pilotage du Plan Bio. Même si la situation se complexifie, les pouvoirs publics restent persuadés que l'agriculture bio coche toutes les cases des enjeux auxquels la société doit faire face. Nous avons obtenu un plébiscite pour un soutien renforcé à la consommation.

Début février, nous avons rendu visite à nos collègues bretons avec une dizaine d'administrateurs et adhérents. Nous avons pu mesurer nos forces (déploiement de

nos actions dans les territoires, confiance des acteurs publics, reconnaissance des acteurs...) mais également nos marges de progrès notamment en matière de dynamique d'adhésion, de vie syndicale dans les territoires. Nous devons fédérer davantage pour peser toujours plus dans l'évolution de l'agriculture régionale. L'adhésion à Bio en Hauts-de-France n'a jamais été aussi simple et accessible. Rendez-vous en mai prochain pour notre Assemblée Générale.

Malgré nos difficultés commerciales et les bouleversements géopolitiques en cours, gardons confiance en notre modèle robuste et résilient, enjambons ce contexte à court terme et continuons à préparer l'avenir. Nous vous donnons rendez-vous les 3 et 4 juin lors du salon Terr'eau Bio dans un format inédit ouvert au grand public. Une belle opportunité pour continuer à convaincre les acteurs du système alimentaire de la pertinence de l'agriculture bio.

SOMMAIRE

2 • ÉDITO

3 • RÉSEAU EN RÉGION

RECONQUÉRIR LE CONSOMMATEUR RÉGIONAL EN LUI RAPPELANT QUE "MANGER BIO ET LOCAL, C'EST L'IDÉAL !"

4 • RÉSEAU NATIONAL

EN 2021, NOS COMBATS AVEC LA FNAB • ENFIN DES CAMPAGNES DE PROMOTION DE L'AGRICULTURE BIO ! • GRIPPE AVIAIRE : CLAUSTRATION DES VOLAILLES EN FRANCE DEPUIS NOVEMBRE 2021

5 • ACTUS DES PROJETS

LA REVUE DES PROJETS DE BIO EN HAUTS-DE-FRANCE

6 • LE TOUR DE LA QUESTION

RÉSILIENCE ET RELOCALISATION DU SYSTÈME ALIMENTAIRE DES HAUTS-DE-FRANCE : OÙ EN EST-ON ?

8 • ALIMENTATION DURABLE ET TERRITOIRES

POUR PLUS D'AUTONOMIE EN GRANDES CULTURES BIO

9 • OPTIMISATION DES SYSTÈMES

VERS DES EMPLOIS DE QUALITÉ SUR LES FERMES : UN DÉFI ET UNE OPPORTUNITÉ POUR LES TERRITOIRES

10 • OPTIMISATION DES SYSTÈMES

ÉLEVER ET ENGRAISSER DES BOVINS AU PÂTURAGE, C'EST POSSIBLE !

11 • PORTRAIT DU MOIS

STEPHANIE LIONNE, POLYTRICE-ÉLEVEUSE À ARTRES (59)

12 • AGENDA

ÉVÉNEMENTS ET FORMATIONS À VENIR



RECONQUÉRIR LE CONSOMMATEUR RÉGIONAL EN LUI RAPPELANT QUE "MANGER BIO ET LOCAL, C'EST L'IDÉAL !"

Vous êtes nombreux à nous partager votre inquiétude sur la stagnation des ventes en bio : producteurs en vente directe, magasins spécialisés, éleveurs laitiers, transformateurs, fabricants d'aliments... Les causes de la morosité du marché sont probablement multifactorielles, même si, bien que les difficultés de la bio soient plus médiatisées, cette morosité touche l'ensemble du marché alimentaire.

Parmi ces raisons, et dans un contexte de multiplication des labels et démarches différenciantes (HVE, sans OGM, zéro résidus, produits locaux, lait à l'herbe...), nous pensons depuis longtemps que la filière bio ne communiquait plus suffisamment auprès de nos concitoyens sur les bénéfices multiples que rend l'agriculture biologique pour notre territoire.

« Les offres responsables, autres que le bio, avec souvent un positionnement prix plus accessible proposent des alternatives qui séduisent les consommateurs. Ceci témoigne de la **nécessité pour les acteurs du bio de (re)créer de la pédagogie autour de ce label pour légitimer son positionnement prix** en créant une différenciation plus explicite avec d'autres propositions du mieux consommer, moins exigeantes, mais qui semblent aujourd'hui satisfaire les consommateurs » Source IRI - Vision. « La concurrence d'autres promesses ou labels est plus forte **Il faut agir pour le label bio au-delà d'agir pour les produits laitiers bio** » - Source KANTAR pour le CNIEL. Nous ne sommes plus les seuls à le dire: la multiplicité de ces démarches moins exigeantes crée du tort au label bio. Emploi, eau, biodiversité, santé, air, climat : pourtant, nous cochons toutes les cases ! Il nous faut reconquérir le consommateur régional en lui rappelant que « manger bio et local, c'est l'idéal ! », et c'est possible en Hauts-de-France.

A très court terme, nous proposons de mettre à disposition de l'ensemble des producteurs, transformateurs, commerçants, ce visuel qui cherche à rappeler les services que nous rendons à la société. Il renvoie vers la cartographie de géolocalisation des points de vente bio région.

Nous vous invitons à relayer ce visuel sur vos réseaux sociaux pour donner une visibilité sur le web des difficultés traversées par les producteurs bio : vous pouvez vous le procurer en le téléchargeant sur notre site www.bio-hautsdefrance.org.



Ce visuel est une proposition d'urgence. Il faudra évidemment aller plus loin. Au national, un accord a été trouvé début mars en marge du Salon de l'agriculture à l'issue d'une série de réunions entre les acteurs de la bio et les organisations interprofessionnelles, pour **lancer la première campagne de promotion de l'agriculture biologique co-construite par l'Agence Bio et les interprofessions** avec un soutien renforcé du ministère de l'agriculture. 1 million d'euros a pu être mobilisé. Une première campagne de promotion permettra dès cette année de donner une toute autre ampleur à la 23^{ème} édition du « Printemps bio ».

Le dernier comité de pilotage du Plan bio régional, réuni le 24 février dernier, a fait émerger un consensus politique sur la nécessité de redévelopper les moyens de sensibilisation mis en œuvre à destination du grand public et de rappeler la pertinence de combiner consommation bio et locale, les deux n'étant pas antinomiques, au profit du développement d'une agriculture biologique de qualité ancrée dans les territoires.

Notre conseil d'administration, associé à celui d'APROBIO, a décidé d'unir nos forces et nos compétences pour bâtir une communication ambitieuse et offensive : organisation du printemps bio ; fête du lait bio (12 juin) ; journée grand public le 4 juin lors du salon Terr'eau Bio ; campagne manger bio et local c'est l'idéal en septembre ; nouveau site internet régional ; campagne de communication web...

LE CHIFFRE DU MOIS

93%

C'est le taux de satisfaction client concernant les formations organisées par Bio en Hauts-de-France en 2021. Le catalogue « février-juin » est sorti, il présente 13 formations innovantes, adaptées aux réalités du terrain et aux problématiques de diverses productions en agriculture biologique. A découvrir également sur www.bio-hautsdefrance.org, rubrique « Formations ».

APPEL A CANDIDATURES



Quelle biodiversité apportent vos pratiques et les infrastructures agro-écologiques de votre ferme ?

Nous recherchons des producteurs bio intéressés par un diagnostic des arthropodes liés aux pratiques bio et aux infrastructures agro-écologiques déployées sur la ferme.

Répondez à l'appel ! Rendez-vous sur notre site internet www.bio-hautsdefrance.org

Dans ce contexte, nous avons besoin d'un réseau bio organisé pour faire remonter nos préoccupations et nos solutions. Nous avons été entendus aux niveaux régional et national via la FNAB. Plus que jamais, c'est en adhérant à notre association et en vous y impliquant que vous contribuerez à relever les défis qui s'offrent à la bio, à court et à long terme.



Tessa Durand
07 87 32 86 37
t.durand@bio-hdf.fr



EN 2021, NOS COMBATS AVEC LA FNAB

Adhérer à Bio en Hauts-de-France, c'est aussi adhérer à la FNAB - Fédération Nationale d'Agriculture Biologique, notre réseau professionnel à vocation syndicale. Retour sur quelques combats menés en 2021 ! « L'agriculture biologique : plus qu'un label, le projet d'une société humaniste et solidaire » (extrait de la charte des valeurs de la FNAB)



DÉFENDRE LES AIDES AUX PRODUCTEUR-RICES BIO

- Une mobilisation sans précédent pour une PAC qui rémunère les services environnementaux de la Bio
- La revalorisation du crédit d'impôt à la Bio
- La condamnation de l'Etat en 1^{ère} instance pour retard de paiement des aides à la bio
- Le lancement d'un rapport de la Cour des Comptes sur la réalité et l'efficacité du soutien public apporté au développement de la Bio



PERMETTRE AUX AGRICULTEUR-RICES DE PRATIQUER LEUR MÉTIER

- **Prosulfoarbe** : La FNAB interpelle les pouvoirs publics et réclame son interdiction
- **Lissage du culture** : Obtention par la FNAB d'une autorisation de mise sur le marché dérogatoire de 120 jours
- **Grippe aviaire et défense du plein air** : La FNAB attaque les arrêtés « biosécurité » aux côtés de la Conf.
- **Castration des porcelets en bio** : une prise en charge des formations des éleveurs



REPRÉSENTER ET DÉVELOPPER LA BIO

- Défense de la place du Bio dans le plan de relance proposé par l'Etat
- Travail de fond sur le futur plan ambition bio 2022 - 2027
- Défense de la place du réseau dans les comités de bassin eau
- Participation au Varenne de l'eau pour une gestion quantitative raisonnée des ressources
- Loi Climat : mobilisation pour une part minimale de viandes bio en RHD



Défendre les aides aux producteur-rices bio

- Une mobilisation sans précédent pour une PAC qui rémunère les services environnementaux de la bio
- La revalorisation du crédit d'impôt à la bio
- La condamnation de l'Etat en 1^{ère} instance pour retard de paiement des aides à la bio

Permettre aux agriculteur-rices de pratiquer leur métier

- Prosulfoarbe : la FNAB interpelle les pouvoirs publics et réclame son interdiction
- Grippe aviaire et défense du plein air : la FNAB attaque les arrêtés « biosécurité » aux côtés de la Conf

Représenter et développer la bio

- Défense de la place du bio dans le plan de relance proposé par l'Etat
- Travail de fond sur le futur plan ambition bio 2022 - 2027
- Loi Climat : mobilisation pour une part minimale de viande bio en RHD

Retrouvez le détail des gains syndicaux sur le site de la FNAB - Fédération Nationale d'Agriculture Biologique : www.fnab.org

POUR ADHÉRER,
RENDEZ-VOUS SUR
HELLOASSO :

<https://www.helloasso.com/associations/bio-en-hauts-de-france/adhesions/adherer-a-bio-en-hauts-de-france-1>

GRIPPE AVIAIRE : CLAUSTRATION DES VOLAILLES EN FRANCE DEPUIS NOVEMBRE 2021

Depuis le mois de décembre, trois structures régionales (la Confédération Paysanne Picardie, le Réseau des AMAP Hauts-de-France et Bio en Hauts-de-France) se réunissent afin d'échanger sur les arrêtés de novembre 2021 qui placent tout le territoire métropolitain en risque grippe aviaire élevé et qui ont des conséquences non négligeables sur le fonctionnement des fermes. Ces discussions ont débouché notamment sur l'envoi d'un questionnaire à tous les éleveurs de volailles bio des Hauts-de-France pour évaluer l'impact de cette réglementation sur les exploitations. Suite aux réponses reçues, la mobilisation en région continue, avec notamment la mise en place d'une nouvelle formation « Volailles plein air : droit et devoir en cas de contrôle », avec une juriste de la Confédération paysanne, programmée en novembre 2022.

De son côté, la FNAB vient de travailler sur la traduction française d'un manuel allemand «MTool» : ce recueil rassemble des connaissances pour éviter le picage et améliorer le bien-être animal en élevage de poules pondeuses.



CAROLE BERTIN
07 87 32 12 54
h.plumart@bio-hdf.fr

ENFIN DES CAMPAGNES DE PROMOTION DE L'AGRICULTURE BIO !

[COMMUNIQUÉ - 03/03/2022]

La FNAB se félicite de l'accord trouvé ce jeudi au Salon de l'agriculture à l'issue d'une série de réunions entre les acteurs de la bio et les organisations interprofessionnelles, pour lancer la première campagne de promotion de l'agriculture biologique qui sera co-construite par l'Agence Bio et les interprofessions.

Dans un communiqué de presse du 22 février, la FNAB s'interrogeait : « Les interprofessions souhaitent-elles l'effondrement de la Bio ? ». En effet, alors que les agriculteurs bio paient aux interprofessions des contributions obligatoires, ils ne bénéficiaient jusqu'alors pas des importants budgets de communication dont celles-ci disposent pour la promotion de leurs produits.

« Le travail de mobilisation des acteurs de la Bio qui été mené depuis plusieurs mois aux côtés de l'Agence Bio et du Ministère de l'Agriculture commence à porter ses fruits, constate Philippe Camburet, président de la FNAB. Une première campagne de promotion permettra dès cette année de donner une toute autre ampleur à la 23^{ème} édition du "Printemps bio" et nous espérons qu'une seconde campagne sera lancée dès cet automne. »



LA REVUE DES PROJETS DE BIO EN HAUTS-DE-FRANCE



FILIÈRE VOLAILLE DE CHAIR : Le travail démarré en 2021 par 4 producteurs situés sur le territoire du PNR des Caps et Marais d'Opale se poursuit. Les ventes tests débutées dans quelques magasins spécialisés ont eu des retours positifs. En novembre, un travail a été mené pour proposer un prix de vente juste et rémunérateur. Fin 2021, deux producteurs ont souhaité mettre en place un collectif pour mutualiser la commercialisation de leurs volailles. Les deux autres souhaitent s'améliorer techniquement avant d'envisager une augmentation de leur production et d'intégrer la démarche. La suite : formaliser ce collectif en définissant son fonctionnement, sa gouvernance... Projet suivi par Carole : c.bertin@bio-hdf.fr



PROTEOLUZ DEVIENT PROTERRILUZ : Après avoir testé différentes valorisations de la luzerne pour les monogastriques (granulés, poudres, luzerne enrubbannée) dans le cadre de Protéoluz, le projet s'élargit et imagine un pool de solutions pour valoriser la luzerne aux différentes coupes à l'échelle d'un territoire. Le projet intègre en 2022 un volet échange entre polyculteurs et éleveurs bovins, et des tests pour créer un « smoothie » de luzerne comme fertilisant. m.joseph@bio-hdf.fr



EMPLOI : Nous avons répondu de manière concertée avec la FNAB et d'autres régions à l'appel à projet de l'Anact (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail) en proposant un projet « bien-être en élevage bovins bio ». Ce projet a pour objectif de mieux outiller les conseiller-ères animateur-ices pour leur permettre d'intégrer une approche travail, qualité de vie au travail dans leurs accompagnements des producteur-ices, tout en faisant l'état des lieux des pratiques du réseau. Si vous souhaitez participer, contactez-nous. Démarche suivie par Raphaëlle et Louison : r.delporte@bio-hdf.fr / l.caron@bio-hdf.fr



P.A.N.I.E.R.S. : En 2022, la CALL (Lens-Liévin), la CCCO (Cœur en Ostrevent), le PSV (Pays Sources et Vallées) et la CC2SO (Somme Sud-Ouest) nous rejoignent pour déployer le dispositif à l'échelle de leur territoire. Si vous êtes situé-es sur ces territoires et souhaitez rejoindre les partenaires du dispositif, n'hésitez pas à nous contacter. Pour rappel, en 2021, nous avons rendu accessible la bio à plus de 350 foyers et distribué plus de 4 000 paniers. Objectif 5 000 paniers en 2022, mais pour cela nous avons besoin de vous ! Partagez notre collecte de fonds : www.paniers-hdf.fr



RESTAURATION COLLECTIVE : Sur le territoire de l'Agglomération de la Région du Compiégnois, certaines collectivités doivent renouveler leur marché de restauration collective. Nous les accompagnons à la rédaction du cahier des charges a minima pour le respect des objectifs d'introduction de produits bio des lois Egalim et Climat et Résilience. Pour les collectivités plus ambitieuses en gestion concédée, nous réfléchissons à associer à la prestation d'une société de restauration, un approvisionnement sur certaines catégories de produits en bio local (fruits et produits laitiers). Infos auprès de Sophie : s.rosblack@bio-hdf.fr



PPAM : Un petit groupe de producteurs intéressés par les PPAM de plein champ est en cours de formation, avec une réflexion menée spécifiquement sur la menthe poivrée pour commencer. Un essai est prévu dès cette année avec 4 agriculteurs, dans l'optique de mieux appréhender la faisabilité technique, le séchage et de tester un peu le marché. Ce projet est construit en partenariat avec la coopérative Agora et le réseau PPAM national, avec l'expertise du CPPARM et de Pierre-Yves Mattenet. m.augagneur@bio-hdf.fr



ABAC : Retrouvez l'intégralité des conférences du colloque de fin de projet « Rencontre entre deux agricultures pour des sols vivants » sur notre site internet et sur notre chaîne Youtube. A venir : différents outils pratiques pour avancer sur les questions du travail du sol et du désherbage (recueil d'expériences, fiches techniques...). Le sujet sera abordé à l'occasion de tours de plaine et de démonstrations prévus ce printemps. Infos auprès de Noëlie : n.delattre@bio-hdf.fr



RÉSILIENCE ET RELOCALISATION DU SYSTÈME ALIMENTAIRE DES HAUTS-DE-FRANCE : OÙ EN EST-ON ?

En 2021, le Bureau d'Analyse Sociétale et d'Intérêt Collectif (BASIC) et Bio en Hauts-de-France ont mené une étude prospective pour identifier les problématiques du système alimentaire des Hauts-de-France à deux niveaux, à l'initiative de l'ADEME : sa capacité à répondre aux besoins alimentaires des habitants de la région, son degré de résilience face aux enjeux climatiques, environnementaux mais aussi économiques et sociaux d'aujourd'hui et demain.

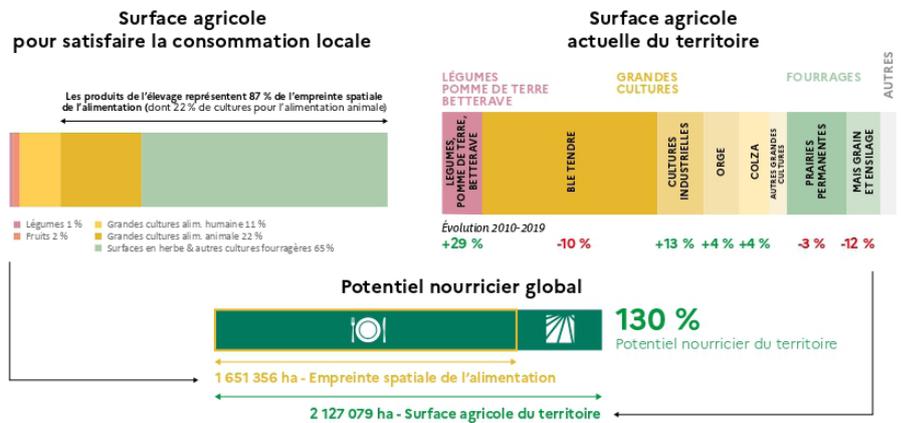
L'étude, commandée et financée par l'ADEME, a permis d'analyser de nombreuses données publiques mais aussi de les partager avec 86 participants représentant des structures de l'amont à l'aval des filières agricoles (producteurs, coopératives, distributeurs, transformateurs, consommateurs, acteurs agricoles, acteurs publics). Voici un aperçu de quelques éléments clés de l'étude qui dessinent 5 grandes fragilités du système alimentaire des Hauts-de-France aujourd'hui.

Une décorrélation forte entre ce que l'on produit et ce que l'on mange

Potentiellement, nous disposons de suffisamment de surfaces agricoles en région pour produire notre alimentation. Toutefois, l'étude montre le degré de spécialisation de l'agriculture régionale en grandes cultures et en légumes industriels. Elle présente également comment cette spécialisation touche les outils agro-industriels. En ressortent par exemple, un fort déficit de meunerie, d'outils de transformation de viandes et une transformation du lait centrée sur des produits à faible valeur ajoutée (lait, crème, poudre plutôt que fromage). Mise en parallèle, l'empreinte spatiale de l'alimentation régionale montre que si l'on produisait ce que l'on mange, 87% des surfaces devraient être consacrées aux produits de l'élevage.

Figure 1. Le potentiel nourricier² en 2019

Source : BASIC, d'après RPG, l'outil PARCEL, INSEE, DRAAF, 2021



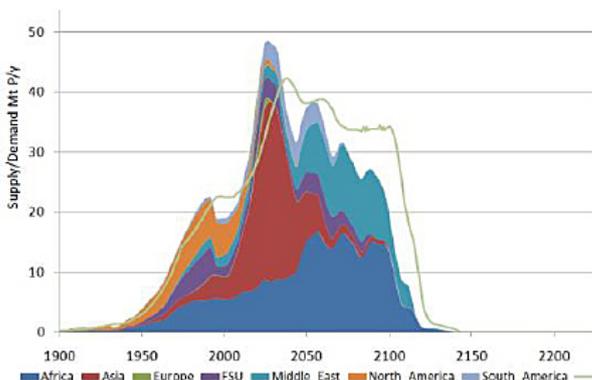
Une rentabilité en baisse et une fragilité due à la dépendance aux intrants importés

Des indicateurs de productivité qui se dégradent questionnent la résilience économique des fermes. Dans le secteur céréalier, pour 1 euro de consommations intermédiaires (engrais, produits phytosanitaires) ou de capital investi, les exploitations génèrent 70% de revenus en moins en 2018 par rapport à 2008. S'ajoute à cela une dépendance forte des systèmes aux approvisionnements en ressources non renouvelables, comme le pétrole ou le phosphate.

Des impacts de plus en plus documentés sur l'environnement

L'étude propose également de nombreux graphiques et cartographies pour documenter l'impact des filières alimentaires sur le réchauffement climatique, la biodiversité, l'eau et les sols. De la qualité des eaux souterraines à la capacité d'accueil des pollinisateurs, les 19 indicateurs mis en avant montrent que la région Hauts-de-France est particulièrement exposée aux menaces engendrées par le dérèglement climatique et aux pressions sur l'environnement.

Prospective sur la disponibilité en phosphate



Mathilde Joseph
07 87 32 58 88
m.joseph@bio-hdf.fr

Des difficultés grandissantes proposer des emplois de qualité dans les filières alimentaires

Le défi est aussi économique et social pour les filières alimentaires régionales. La faible attractivité des métiers liés au système alimentaire régional entraîne des difficultés de recrutement et de renouvellement des emplois. Elle s'explique par des caractéristiques spécifiques de la filière sur les conditions de travail : taux de recours à l'intérim plus élevé dans les IAA que dans le reste de l'industrie (7,5% contre 3,2%) ; recours au temps partiel 2 fois plus élevé dans la Grande et Moyenne distribution que dans le reste des secteurs de l'économie. S'ajoute à cela une problématique d'attractivité de l'emploi sur les fermes (26% à 46% des projets d'embauche sur les fermes du Nord et du Pas-de-Calais font face à des problèmes de recrutement).

Des difficultés à faire bouger les pratiques alimentaires

Enfin, côté consommation, on observe une certaine inertie sur l'évolution des comportements alimentaires. Si on connaissait le taux élevé de pathologies liées à l'alimentation en Hauts-de-France (obésité, troubles nutritionnels, etc.), l'étude met également en avant d'autres indicateurs moins connus et notamment :

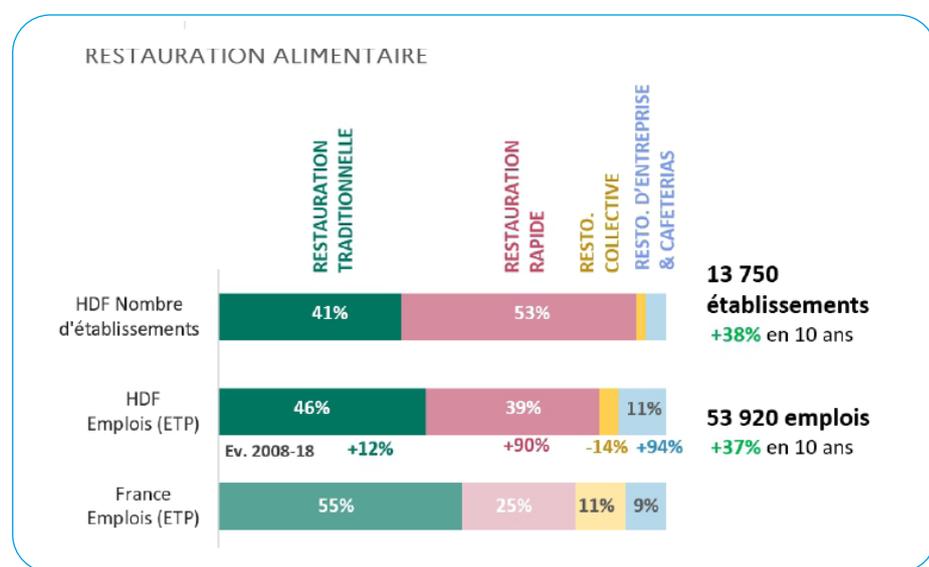
un poids bien plus important de la restauration rapide en Hauts-de-France que dans la moyenne française, avec des effectifs plus élevés de 50% et un quasi-doublement de leur nombre en l'espace de 10 ans.

Un plaidoyer pour des filières bio, territorialisées et équitables

Au-delà de ce diagnostic, l'étude amorce un travail prospectif sur notre système alimentaire régional en 2050. De quoi mettre en face de ce tableau assez sombre, de nombreuses initiatives portées par de

acteurs des Hauts-de-France, et notamment par les fermes bio de la région ! Une présentation plus détaillée de ce travail sera proposée le 28 avril lors de l'Assemblée Générale de Bio en Hauts-de-France, venez en débattre !

L'étude complète ainsi qu'une synthèse d'une vingtaine de pages sont disponibles sur le site de l'ADEME : <https://bibliothèque.ademe.fr/changement-climatique-et-energie/5117-diagnostic-du-systeme-alimentaire-des-hauts-de-france-9791029718311.html>



TÉMOIGNAGE D'ISABELLE WISNIEWSKI, CHEF DE PROJET EURALIMENTAIRE

EN QUOI CE DIAGNOSTIC VOUS A INTÉRESSÉ ?

J'ai très vite compris l'intérêt d'une telle étude sur l'adéquation production-consommation, notamment en vue d'apporter des réponses aux sollicitations que nous recevons de la part des porteurs de projets et start-ups à ce sujet.

QUELS ÉLÉMENTS VOUS ONT LE PLUS MARQUÉ ?

Les résultats de cette étude sont assez rudes, sans trop de surprise, mais en même temps très optimistes puisqu'ils permettent de faire des choix en donnant de la transparence sur les actions à mettre en œuvre. C'est relativement encourageant ! Si les pistes de travail présentées peuvent être vécues comme des contraintes, elles sont autant d'atouts pour la Région et son avenir.

UN OUTIL QUI VOUS SERA UTILE ?

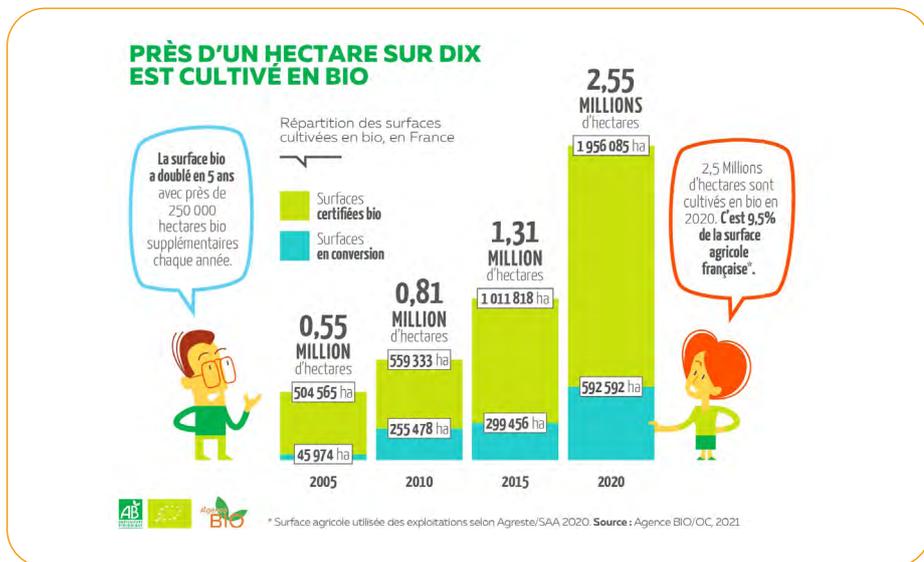
Oui, ce rapport donne une vision claire des enjeux de l'agriculture d'aujourd'hui et de demain en région, avec aussi la possibilité d'obtenir des données à des échelles territoriales. Un outil très complet mais à la fois très accessible grâce à des illustrations des concrètes, offrant une simplicité de lecture sur le constat et l'analyse.

UN POINT QUE VOUS AIMERIEZ APPROFONDIR ?

Avec ce panorama très documenté, et encore plus dans le contexte actuel qui fait résonner la question de l'autonomie, je m'interroge sur la prise en main des résultats produits : et si on se mettait autour de la table pour challenger les solutions à mettre en œuvre ? Est-ce qu'on essaie d'aller au bout de la démarche ? Je suis curieuse de connaître l'aboutissement.



POUR PLUS D'AUTONOMIE EN GRANDES CULTURES BIO



Les surfaces bio ont connu un très fort développement sur les 5 dernières années pour atteindre presque 10% de la SAU nationale. Cependant, on observe depuis 2 ans une légère baisse des conversions des fermes : - 4% en 2021 par rapport à 2020. Les marchés ont eu du mal à absorber les volumes des céréales oléo-protéagineux en conversion (C2) faisant baisser les prix, qui repartent à la hausse en 2022. Attention les prix du bio ne suivent pas les marchés conventionnels mais sont en moyenne plus stables. Le contexte du COVID et la hausse du prix de l'énergie ont modifié le comportement des consommateurs français ces derniers mois. La consommation alimentaire en général (conventionnel et bio) semble avoir baissé de -3 à -5% en volume.

Une collecte en hausse en 2021

Les volumes de céréales bio et C2 collectés sont en hausse de 55%. Le blé tendre a doublé en 2 ans. Les utilisations de grains bio par les meuniers et les fabricants d'aliments augmentent plus légèrement : + 9% en meunerie, +14% en FAB. Des volumes de grains C2 (maïs et blé) sont néanmoins absorbés par les marchés conventionnels, compte-tenu de la tension sur les prix sur ces marchés. Pour les protéagineux, la collecte de pois est relativement stable, en augmentation pour la féverole malgré sa concurrence avec le soja suite à l'évolution réglementaire. La protéine reste une valeur sûre en termes de débouchés et les prix des protéagineux sont en hausse. Pour le soja et le tournesol oléique, la collecte ne fait qu'augmenter, elle a plus que doublé

en 2 ans. Les légumes secs (5% des surfaces de grandes cultures bio), à destination de l'alimentation humaine sont recherchés mais il s'agit de « petits » marchés : saturés en 2020 où il y a eu des records de rendements, puis une année presque blanche en 2021 (- 60% de volume). (Sources : France Agrimer et Agence Bio)

COMMENT ASSURER LA DURABILITÉ DE VOS FERMES ?

Face à l'évolution du contexte, la FNAB et Bio en Hauts-de-France ont proposé 3 axes prioritaires :

- ▶ **Communiquer et défendre notre label bio** auprès du grand public pour développer la consommation et relancer les ventes :
 - Au national :
 - plan de communication par l'Agence Bio. La FNAB a mobilisé les interprofessions afin que vos cotisations volontaires obligatoires bénéficient à la communication sur l'agriculture bio
 - En région :
 - Salon Terr'Eau Bio 2022 (3 et 4 juin 2022 avec une journée dédiée au grand public)
 - Fête du lait bio (12 juin)
 - Campagne « Manger Bio et local, c'est l'idéal »

- Localement : en ouvrant vos fermes au grand public

▶ Accompagner les fermes vers plus d'autonomie :

- Maintenir la fertilité des sols : poursuite du projet ABAC (Agriculture Bio Agriculture de Conservation), formations et offre de service en faveur de l'analyse de vos sols et de leur fertilité
- Renforcer le lien polyculteurs-éleveurs (à travers la plate-forme d'échanges « Agribiolien », à travers l'accompagnement au montage de projets collectifs, ex : montage des unités de séchage de luzerne en collectif)
- Valoriser de nouveaux débouchés pour la luzerne : à travers notre projet Proterriluz en vue de sa valorisation à destination de l'alimentation monogastrique ou la fertilisation des cultures
- Maîtriser ses charges : avec possibilité de vous accompagner seul ou en groupe pour partager des références technico-économiques (en tant qu'adhérent, vous pouvez bénéficier de l'outil Optibio : un service qui permet de comparer et optimiser les résultats économiques d'une parcelle à l'intégralité de sa ferme)
- Diversifier son assolement à travers les cultures innovantes

▶ Proposer des temps d'échanges entre pairs

pour éviter l'isolement via des tours de plaines et des visites de fermes (calendrier à venir).

Chaque acteur de la filière porte une responsabilité sur sa structuration et ça commence par la contractualisation ! Si vous voulez promouvoir une bio rémunératrice et autonome, rejoignez-nous !



HÉLÈNE PLUMART
07 87 32 26 10
h.plumart@bio-hdf.fr



VERS DES EMPLOIS DE QUALITÉ SUR LES FERMES : UN DÉFI ET UNE OPPORTUNITÉ POUR LES TERRITOIRES

A l'origine portée par les entreprises pour élaborer leur stratégie de recrutement / formation / évolution professionnelle de leurs salariés, la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) est aujourd'hui menée à des échelles territoriales. Le but : élaborer un plan d'action partenarial d'adaptation des dispositifs d'emploi-formation aux besoins existants et à venir d'un territoire et de ses acteurs économiques.

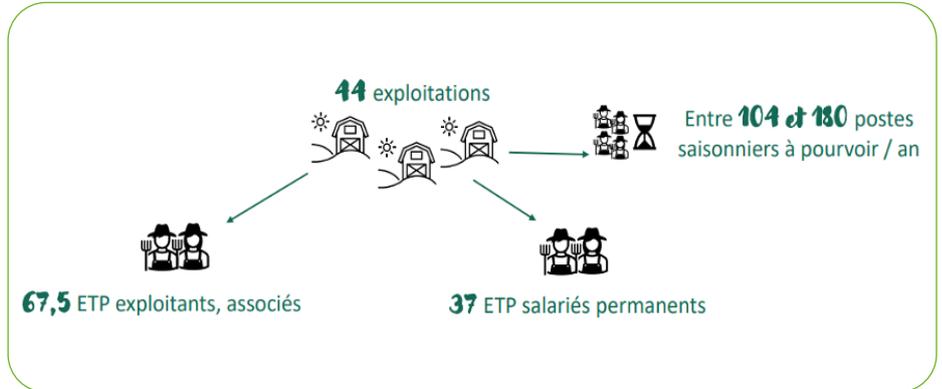
En 2021, la CABBALR (Communauté d'Agglomération de Béthune, Bruay, Artois, Lys, Romane) a mobilisé Bio en Hauts-de-France pour réaliser une GPEC sur le secteur agricole, en partenariat avec le groupement d'employeurs GEIQ 3A. Les objectifs de ce travail partenarial, soutenu par les services agriculture et développement économique, étaient les suivants :

- Faire un état des lieux de l'emploi généré par le secteur agricole
- Faire un état des lieux de la connaissance et de l'action des structures de l'emploi dans le domaine agricole
- Anticiper l'évolution de l'emploi dans le secteur agricole
- Fédérer les acteurs agricoles et de l'emploi autour d'une vision partagée de l'évolution de l'emploi agricole sur le territoire
- Coconstruire un plan d'action territorial pour le développement d'emplois de qualité en agriculture

Afin d'établir un diagnostic territorialisé, 44 producteurs bio et conventionnels et 10 partenaires de l'emploi ont été enquêtés et se sont impliqués dans cette étude.

Quelques résultats

- 64% des producteurs interrogés travaillent plus de 55h par semaine
- Les producteurs interrogés auto-évaluent leur qualité de vie au travail à 4,5/6
- Les projets d'évolution des fermes les plus cités : le recrutement et le développement d'une nouvelle activité
- 81% d'exploitations embauchent actuellement contre 64% sur les 2 dernières années
- 58% des producteurs interrogés sont adhérents d'un groupement d'employeurs



Des besoins sur des postes variés

- Aide à l'élevage
- Chauffeur d'engins agricoles
- Ouvrier en productions horticoles et légumières de plein champ
- Agent de conditionnement

Une projection sur 2022 – 2023

- 8 exploitations auront poursuivi / démarré leur conversion
- 24 exploitations auront embauché sur des postes permanents (chauffeurs) et saisonniers (ouvriers en LPC, agents de conditionnement)
- 12 ETP supplémentaires seront générés sur ces exploitations
- 15 exploitations auront développé et/ou diversifié leur activité
- 5 producteur-rices recherchent un-e reprenneur-se à court terme

Suite au partage du diagnostic réalisé, nous avons réuni les différents acteurs autour de 2 ateliers ayant pour objectif la co-construction d'un plan d'action ambitieux en faveur de l'emploi agricole du territoire et la priorisation de ces actions sur l'année 2022. Une vingtaine de personnes se sont mobilisées : élus, producteurs, partenaires de l'emploi et de l'insertion, structures de l'accompagnement agricole et de l'emploi agricole. Le plan d'action imaginé ensemble s'articule autour de 3 axes au sein desquels plusieurs actions ont été fléchées :

1. Rendre attractifs et faire découvrir les métiers de l'agriculture
2. Outiller et accompagner les producteurs dans leurs recrutements
3. Lever les freins à l'embauche des candidats



En parallèle, les partenaires de l'emploi déclarent une méconnaissance du monde agricole et font état d'un manque d'outils à disposition pour accompagner au mieux les demandeurs d'emploi vers ce secteur. Au-delà du manque de qualification et d'expérience, ils identifient la mobilité comme le plus gros frein à l'embauche des candidats sur le territoire.

L'enjeu, aujourd'hui, est de créer les conditions de la création d'emplois de qualité sur les fermes bio régionales. Travailler cet enjeu à l'échelle des EPCI nous semble adapté/pertinent, c'est pourquoi, de plus en plus de territoires nous font confiance pour impulser une dynamique territoriale en faveur de l'emploi agricole.



Raphaëlle DELPORTE
07 87 32 36 27
r.delporte@bio-hdf.fr



ÉLEVER ET ENGRAISSER DES BOVINS AU PÂTURAGE, C'EST POSSIBLE !

Tel était le thème du voyage organisé en Normandie en décembre dernier avec la collaboration de Pâture Sens, dans le cadre du projet « pré-veau », qui vise justement à réorienter des bovins mâles actuellement valorisés en conventionnel vers les filières bio par le biais de l'engraissement au pâturage.

Un groupe d'éleveurs des Hauts-de-France a visité 4 fermes aux profils variés qui mettent en œuvre des solutions d'élevage au pâturage allant parfois jusqu'au plein-air intégral (hivernage en extérieur). Quelles « recettes » pour y parvenir ?

Une technique performante : le « techno grazing »

Le « techno grazing », c'est-à-dire en bon français, le pâturage en couloir avec fil avant/fil arrière. Toutes les fermes visitées le mettent en œuvre. Le principe est simple : on attribue à un lot d'animaux une surface et une quantité d'herbe correspondant à leur besoin, soit 4 % du poids vif pour des bovins en croissance. Puis on avance les animaux dans un couloir tous les 1 à 3 jours, le déplacement journalier permettant évidemment d'obtenir les meilleures performances à la fois pour l'animal et la productivité de la prairie.

Des animaux capables de valoriser l'herbe au pâturage

Tous les bovins sont faits pour ça normalement, mais disons que certains le font mieux que d'autres : ceux ayant commencé à pâturer dès le plus jeune âge (y compris durant la phase lactée), les animaux précoces et légers. Les races Angus ou Hereford, en pure ou en croisement sur des races laitières, peuvent apporter cette précocité.



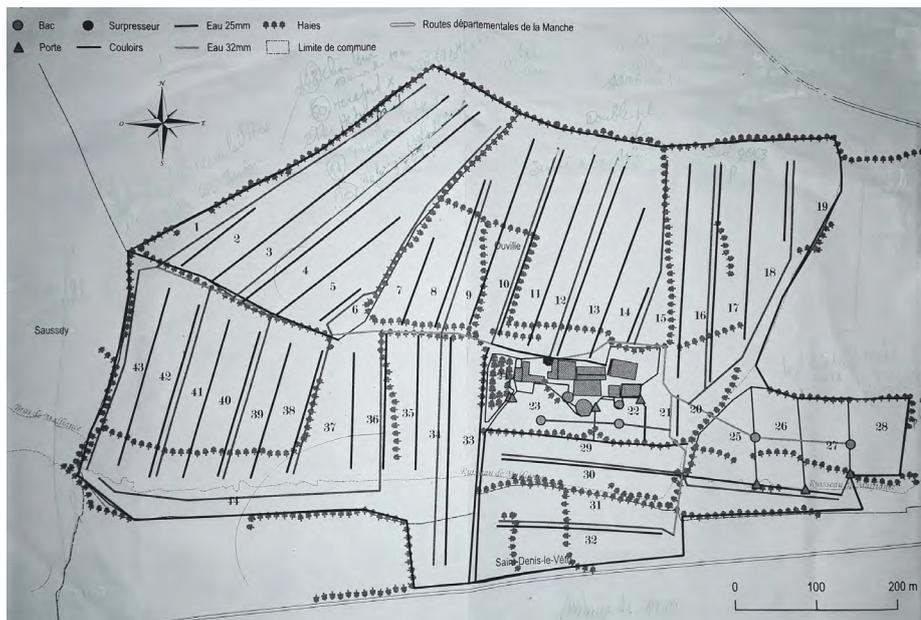
Lot de génisses Aberdeen Angus hivernées sur une prairie RGA/TB en report sur pied, chez Aimé Pertron, ici au niveau du fil arrière.

La phase lactée, un des points clés

Les six premiers mois d'un veau sont cruciaux : la vache nourrice est une solution séduisante du point de vue sanitaire et temps de travail. C'est celle de Pierre Alain, éleveur laitier dans la Manche, pour ses génisses de renouvellement et ses bœufs jersiais « invendables à 15 jours ». Ces animaux partent en deuxième année chez un éleveur partenaire qui se charge de les mener au vêlage pour les unes et à l'abattoir pour les autres. Les vaches nourrices sont choisies parmi les réformées (cellules, boiteries) pour leurs qualités maternelles. Elles doivent en effet adopter chacune trois veaux en moins de 48h, puis les allaiter pendant 4 à 5 mois, jusqu'au sevrage, avant d'être « retapées » à l'automne pour la vente en boucherie. Dans son cas, les vêlages groupés de printemps facilitent les choses : les vaches sont en début de lactation au moment de l'adoption et peuvent rapidement partir sur des prairies éloignées en pleine pousse avec leurs veaux.

Des opportunités en Hauts-de-France

Durant ce voyage, nous avons rencontré trois éleveurs qui engraisent des bovins pour leur viande et/ou élèvent des génisses de renouvellement. Débarrassés de la gestion des vêlages comme dans un élevage allaitant-naisseur classique, le temps de travail est relativement réduit, d'ailleurs deux d'entre eux sont double-actifs. Tous prennent un grand plaisir à mener leurs animaux au pâturage et disent plus ou moins ouvertement en retirer une bonne rémunération à condition d'avoir des prairies bien aménagées et de peser régulièrement pour contrôler la performance des animaux. Ce métier est encore trop peu présent dans notre région, les opportunités sont pourtant nombreuses !



Plan de la ferme de Guillaume Baloche dans la Manche : 42ha ont été aménagés en techno-pâturage avec fils high-tensil et adduction d'eau le long de chaque couloir.

POUR EN SAVOIR PLUS



Bertrand FOLLET
07 87 32 11 30
b.follet@bio-hdf.fr



STEPHANIE LIONNE POLYCUltrICE-ÉLEVEUSE À ARTRES (59)



La terre, les animaux, la nature ... des ingrédients que Stéphanie Lionne a souhaité retrouver dans son quotidien et dans son métier. Après un parcours scolaire puis professionnel jalonné d'expériences clés, son objectif est finalement atteint. Elle reprend la ferme de ses parents, sur laquelle elle apporte sa touche : elle démarre la conversion en bio dès 2018 et fait le pari du lait avec transformation à la ferme. Stéphanie, une femme à contre-courant ?

Fille et petite-fille d'agriculteurs, Stéphanie n'a pas emprunté une voie toute tracée pour accéder à ce métier. « Je voulais travailler avec la nature et les animaux, mais j'ai vite compris que le métier d'agricultrice n'était pas facile. Mon père n'a d'ailleurs jamais voulu que ses enfants reprennent la ferme, il estimait ce métier trop dur ». Attachée à ses terres, elle s'entête et se forme, avec pour projet de reprendre la ferme familiale, malgré les réticences paternelles. Durant sa formation, elle prend confiance, fait sa place dans un milieu d'hommes pas toujours tendre et découvre une première approche de l'agriculture biologique. « Quelques rencontres avec des agriculteurs avenants et ayant le sens du partage m'ont fait changer mon regard sur la bio. J'ai trouvé aussi que techniquement, la bio apportait beaucoup plus de diversité dans le travail de la terre. »

Avant de revenir sur la ferme de ses parents, une expérience en métropole lilloise en tant que salariée sur une exploitation laitière lui élargit sa vision du métier : « J'ai touché à la vente et à la transformation, avec un patron qui jouait

le jeu de la transmission de ses connaissances. » Son projet d'installation se précise et s'accélère en 2018, puisqu'elle travaille finalement aux côtés de son père peu avant son décès. « Le travail sur la ferme se concrétise, le boulot est énorme. Je poursuis la production de viande avec le système de caissettes que mes parents venaient de mettre en place. Je passe une partie de la ferme en bio et démarre le lait, à petite échelle. » Cette aventure se conjugue à deux, son conjoint l'aide; sa mère est toujours exploitante, des échanges avec des producteurs bio la guident aussi dans sa mise en route.



Le lait commence en juillet 2019 avec trois vaches de race Jersiaise « J'ai rapidement opté pour la mono-traité, pour avoir un peu de confort de vie. La partie transfo représente entre 50 et 60 heures par semaine, j'essaie d'optimiser mes journées. Aujourd'hui j'ai un troupeau de 15 Jersiaises, elles ont beaucoup de qualités, avec un lait extra : 60 mg et 40 de TP, en moyenne 10 litres par jour et par vache. Les veaux partent à la viande, c'est le seul défaut de cette race. » Elle transforme son lait en yaourts, en beurre, en crème fraîche, crèmes dessert et fromages... qu'elle vend à la ferme ou via drive fermier. Pour la viande, elle fonctionne aussi en vente

FERMOSCOPIE



2018 : 1^{ÈRE} CONVERSION DE LA FERME EN BIO
2021 : INSTALLATION À TITRE PRINCIPAL

SURFACE : 65 HECTARES (57% EN BIO, 43% EN CONVENTIONNEL), 20 HECTARES EN PRAIRIE PERMANENTE



CHEPTEL : 14 MÈRES LIMOUSINES + 15 LAITIÈRES DE RACE JERSIAISE



PRODUCTION : GRANDES CULTURES, BOVIN VIANDE ET LAIT AVEC TRANSFORMATION

VENTE : COOPÉRATIVE POUR LE LAIT, BOUCHERIES EN RÉGION PARISIENNE, VENTE À LA FERME, DRIVE FERMIER



directe avec un atelier de découpe qu'elle loue, elle travaille également avec des boucheries de région parisienne. « Ce que les clients achètent, c'est l'image de la ferme familiale, des animaux ayant une belle vie, en prairie ou aire paillée. »

Stéphanie transpire la détermination : « Ma ferme, c'est toute ma vie. Il faut tester, essayer, quitte à se tromper parfois ! J'essaie toujours de faire des choix qui ne m'enferment pas, qui me permettraient de rebondir vers un plan B, au cas où. Il faut réfléchir à des solutions pour ne pas s'écœurer du métier, je mise sur l'expérience pour trouver un peu de confort au fil des années. » La suite, elle y travaille déjà : « Agrandir l'atelier de transformation et construire un magasin pour accueillir mes clients. Faire un bâtiment plus adapté pour mes vaches. J'aimerais aussi avoir quelques porcs à l'engraissement qui pourraient valoriser mes déchets de fromagerie. Une sorte de cercle vertueux sur la ferme qu'on a perdu un peu avec le temps. » En 2023, son conjoint s'installera sur la ferme, avec pour objectif de passer la ferme en 100% bio.

TERR'EAU BIO, LE RENDEZ-VOUS DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN HAUTS-DE-FRANCE

Bio en Hauts-de-France, en partenariat avec le Parc naturel régional des Caps et Marais d'Opale ainsi qu'un groupe d'éleveurs du territoire, organise Terr'Eau Bio les 3 et 4 juin 2022 à Bellebrune (62), chez Laurent Dumont.

Terr'Eau Bio est LE carrefour privilégié de TOUS les acteurs de l'agriculture biologique des Hauts-de-France et des régions voisines qui s'intéressent aux techniques agro-écologiques : agriculteurs, opérateurs économiques, machinistes, semenciers, associations, structures de développement, centres techniques, instituts de recherche, collectivités locales...

Pour cette nouvelle édition, le salon se tourne également vers le grand public, invité à venir se plonger dans l'univers de la bio spécifiquement le samedi 4 juin. L'AMBITION ? Proposer un espace d'information, de rencontres, d'échanges, de transmission, de découvertes autour de l'agriculture biologique... ouvert à TOUS !



RÉUNIONS D'INFORMATION SUR LES AIDES MOBILISABLES EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN 2022

Les réunions d'information sur les aides mobilisables en agriculture biologique reprennent bientôt ! Quelles aides si je passe en bio ? Un nouveau projet en tête ? Une volonté de diversifier l'activité ? Besoin d'acheter un matériel spécifique ?

Venez vous renseigner sur les aides disponibles et poser toutes vos questions : nous aborderons les aides PAC, les aides spécifiques pour les producteur-ices en bio ou encore les aides à l'investissement et à la diversification. Un premier temps d'échange se fera sous la forme de webinaire au début du mois d'avril. D'autres réunions en présentiel seront organisées à travers tout le territoire régional. Nous vous communiquerons les dates exactes et formulaire d'inscription.



Camille ROMEU
06 74 69 87 60
c.romeu@bio-hdf.fr

PROCHAINES FORMATIONS



FORMATION : SE FORMER À LA MÉTHODE OBSALIM

07.04.2022 à Eplèsier (80)
Contact Louison : 07 87 32 91 83
l.caron@bio-hdf.fr

FORMATION : DIAGNOSTIC FLORISTIQUE DES PRAIRIES

03.05.2022
à Merlieux-les-Fouquerolles (02)
Contact Lorène : 07 87 32 38 79
l.villain@bio-hdf.fr

PARTICIPEZ À L'AG DE BIO EN HAUTS-DE-FRANCE, EN MAI 2022 !

Ce rendez-vous phare de l'association est une belle occasion de se retrouver et de discuter de plusieurs thématiques entre pairs. Participez à cette journée d'échanges et de débats, partagez vos avis et idées sur les sujets d'actualité... et faites avancer collectivement la bio en région !



INVITATION ET DÉTAILS À VENIR, INFORMATIONS AUPRÈS DE SIMON.



Simon Hallez
03 20 32 25 35
s.hallez@bio-hdf.fr